

## **Entre ralentissement et relance : Un premier bilan des effets du Covid-19 sur le tissu économique marocain**

## **Between downturn and recovery : A first assessment of Covid-19 effects on the moroccan economy**

**AMARHYOUZ Asmae**

Doctorante

Ecole Nationale de Commerce et de Gestion de Kenitra

Université Ibn Tofail - Maroc

Laboratoire des sciences de gestion des organisations

**asmae.amarhyouz@gmail.com**

**AZEGAGH Jalal**

Enseignant chercheur

Ecole Nationale de Commerce et de Gestion de Kenitra

Université Ibn Tofail - Maroc

Laboratoire des sciences de gestion des organisations

**jalal.azegagh@gmail.com**

**Date de soumission :** 19/02/2021

**Date d'acceptation :** 07/04/2021

**Pour citer cet article :**

AMARHYOUZ A. & AZEGAGH J. (2021) « Entre ralentissement et relance : Un premier bilan des effets du Covid-19 sur le tissu économique marocain », Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 2 : Numéro 4 » pp : 137- 154.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons

Attribution License 4.0 International License



## Résumé

S'agissant d'une crise inédite, le Covid-19 a impacté négativement l'activité économique. Tous les pays du monde ont déployé beaucoup d'efforts pour alléger cet effet néfaste. Le Maroc de son part a adopté des mesures draconiennes pour sauver son économie et préserver sa résilience. Ceci a nécessité une participation et une mobilité de tous les acteurs aussi bien publics que privés.

L'objectif de cet article est de dresser un premier bilan des effets du Covid-19 sur l'économie marocaine. Nous discutons les impacts de la pandémie de Covid-19 sur l'économie mondiale et marocaine. Dans la première partie, nous nous concentrons principalement sur l'évaluation de l'effet de la crise sur les grandes économies du monde. La deuxième partie sera consacrée à l'impact de la pandémie sur les secteurs vitaux soutenant l'économie marocaine notamment : le tourisme, l'industrie et le secteur financier. Enfin, la troisième partie présentera les mesures prises par le gouvernement marocain pour relancer l'économie et les éventuelles recommandations pour accompagner et éclairer la prise de décision et l'établissement de priorités d'action pour la période post-Covid-19.

**Mots clés :** Covid-19 ; Economie marocaine ; Impacts ; perspectives ; Recommandations.

## Abstract

Being an unprecedented crisis, the Covid-19 has negatively impacted economic activity. All countries in the world have made a lot of efforts to alleviate this effect.

Morocco has adopted drastic measures to save its economy and preserve its resilience. This requires the participation of all actors, both public and private.

The objective of this article is to draw up a first assessment of the effects of Covid-19 on the Moroccan economy.

In this article, we will discuss the impacts of the Covid-19 on the Global and Moroccan economy. In the first part, we will mainly focus on assessing the effects of the crisis on the world. The second part will be devoted to evaluate the impact of the pandemic on the most important sectors supporting the Moroccan economy: tourism, industry and the financial sector. Finally, the third part will present the measures taken by the Moroccan government to reflate the economy and the recommendations to support decision-making and the establishment of action priorities for the post-Covid-19 period.

**Keywords :** Covid-19 ; Moroccan Economy ; Impacts ; Outlooks ; Recommendations.

## Introduction

La pandémie du Covid-19 a commencé à se propager en Chine fin 2019. Depuis, elle a fait un bilan de plus d'un million de morts. Cette pandémie a soudainement bouleversé l'économie mondiale et a provoqué un choc global d'offre et de demande.

Il s'agit d'un choc d'offre causé par l'arrêt ou le ralentissement de la production des entreprises et un choc de la demande causée par une consommation réduite.

L'impact du coronavirus sur l'économie mondiale se poursuivra certainement au-delà de 2020. Selon les prévisions du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, d'ici la fin de 2021, le PIB par habitant dans la plupart des pays du monde sera toujours inférieur à celui de décembre 2019. Nous pouvons prédire que l'économie mondiale post-coronavirus sera caractérisée par des niveaux élevés de dette publique et privée, une accélération de numérisation et un degré décroissant de mondialisation.

Cette période difficile entrainera des coûts très élevés pour l'économie mondiale, mais il y a toujours des raisons d'espérer. En effet, les tests de dépistage se renforcent, les traitements s'améliorent et les essais de vaccins s'accélèrent également. Certains en sont même à leur phase finale. Toutes les autorités se mobilisent sur le plan aussi bien national qu'international en supprimant les restrictions commerciales sur le matériel médical et en augmentant de l'aide financière aux pays les plus touchés.

Par ailleurs, le Covid-19 a eu un impact négatif sur toutes les économies du monde. Ainsi, tous les pays ont déployé de multiples efforts pour atténuer cet impact. Le Maroc ne faisant pas l'exception, a pris toutes les mesures possibles pour sauver son économie et maintenir sa résilience.

***Ainsi, le Maroc a-t-il réussi à maintenir la résilience de son système économique face à cette pandémie ? plus précisément, comment le Covid-19 a-t-il affecté l'activité économique nationale ?***

De cette problématique, plusieurs questions en découlent :

- Quel est l'impact du Covid-19 sur l'économie mondiale ?
- Quel est l'impact du Covid-19 sur l'économie nationale ?
- Quelles sont les recommandations envisagées pour relancer l'économie ?

De même, l'objectif principal de cet article est de dresser un premier bilan des effets du Covid-19 sur l'économie marocaine.

Afin de mieux comprendre et d'analyser profondément la situation sanitaire critique qui touche tous les pays du monde, on va mettre en lumière la situation économique mondiale et marocaine pour cerner l'impact du Covid-19. Ensuite, en se basant sur ses impacts, nous clarifierons les mesures prises et les recommandations envisagées pour relancer l'économie nationale.

A cet effet, une première partie sera consacrée à évaluer l'impact du virus sur l'économie mondiale. Une deuxième partie présentera le bilan de l'effet du Covid-19 sur l'économie marocaine à travers trois niveaux d'analyse : macroéconomiques, mésoéconomiques et microéconomiques. Enfin, une troisième partie recensera les principales mesures prises par l'Etat et le secteur privé et les éventuelles recommandations pour relancer l'économie au Maroc.

### **1. Impacts sur l'économie mondiale :**

L'évolution du PIB des grandes économies au premier trimestre 2020 ont montré l'impact néfaste du Covid-19 sur l'activité économique et l'emploi. La récession mondiale actuelle est pire que celle de la Grande Récession après la crise financière mondiale de 2008-09, notamment pour les pays émergents et en développement. La profondeur et la vitesse de la baisse du PIB rivaliseront avec celles de la Grande Dépression des années 1930.

#### **1.1. Impacts du Covid-19 sur l'économie des États-Unis**

Au deuxième trimestre de 2020, le PIB américain a enregistré une baisse historique de - 34,6%, entraînant la perte de plus de 20 millions d'emplois en raison de la fermeture de nombreuses entreprises. En conséquence, le taux de chômage a augmenté fortement pour arriver à 8,1%. Dans ce contexte, le taux d'inflation en novembre est resté stable à 1,2%.

Par ailleurs, la dette des gouvernements et des entreprises dans l'économie américaine a fortement augmenté pour atteindre 26.900 milliards de dollars à fin septembre. A cet effet, le déficit budgétaire a atteint son plus haut niveau en 2020 soit 3,132 milliards de dollars américains, contre 984 milliards de dollars américains en 2019. Et ce, en raison des dépenses destinées à aider l'économie à faire face à la crise provoquée par Covid-19.

## **1.2. Impacts du Covid-19 sur l'économie européenne**

La zone euro est un autre géant déchu. Depuis le début de 2020, la pandémie a eu un effet dévastateur sur l'activité économique européenne. Par conséquent, le PIB devrait reculer de - 7,9% au deuxième trimestre. L'effondrement sans précédent des activités est dû aux effets négatifs des mesures strictes de confinement mises en place par la plupart des pays de la zone euro vers la mi-mars. Le fort soutien des politiques monétaires, budgétaires et du marché du travail maintiendra le taux de chômage en septembre à 8,3%. Par pays, l'Allemagne a stagné à 4,5%, la France est passée de 7,5% à 7,9%, l'Italie est passée de 9,7% à 9,6% et l'Espagne de 16,7% à 16,5%.

Quant au taux d'inflation, il devrait être maintenu à un niveau bas de 0,3%.

## **1.3. Impacts du Covid-19 sur l'économie chinoise**

Parmi les principales économies émergentes, la Chine fait exception. En raison de la demande mondiale croissante d'équipements médicaux et de technologie de travail à distance, la croissance de la Chine a affiché une croissance positive soit 4,9% le troisième trimestre au lieu de 3,2% au trimestre précédent. Le taux d'inflation de la Chine est passé de 2,4% à 1,7% au troisième trimestre.

Un contrôle strict a entraîné un arrêt à grande échelle des activités économiques telles que la restauration et le divertissement, ce qui a entraîné une baisse de la consommation et des investissements de plus de 20% et les exportations de près de 20%.

De plus, en raison de l'arrêt économique mondial conduisant à l'arrêt de la chaîne de production, la valeur ajoutée industrielle a baissé de 13,5% et l'indice de production de services a baissé de 13%.

## **1.4. Impacts du Covid-19 sur l'économie de la région MENA**

Le Covid-19 a eu un impact très significatif sur l'économie du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, entraînant une baisse de la production pétrolière, du tourisme et des envois de fonds. Egalement, les mesures de confinement adoptées par la plupart des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord pour des raisons de santé ont baissé le niveau d'activité de nombreux secteurs économiques, et ce, en réduisant la vitesse et le volume des transactions. Ainsi, l'impact de la crise variera d'un pays à l'autre :

- ✓ Les économies exportatrices de pétrole seront les plus touchées par la baisse des prix du pétrole, entraînant en effet une réduction de la consommation privée et des investissements dans le secteur de l'énergie. En outre, les exportateurs de pétrole

seront aussi négativement impactés à cause de la baisse du niveau de la production pétrolière.

- ✓ Les économies importatrices de pétrole quant à eux, afficheront une contraction sévère de leur PIB en raison de la baisse de la consommation privée et du niveau des investissements.
- ✓ De nombreux pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord connaîtront une hausse du taux de chômage, en particulier pour les jeunes et les femmes.

## **2. Impacts du Covid-19 sur l'économie du Maroc**

Les impacts du Covid-19 sur l'économie marocaine seront analysés sur trois niveaux : macroéconomiques, mésoéconomiques et microéconomiques.

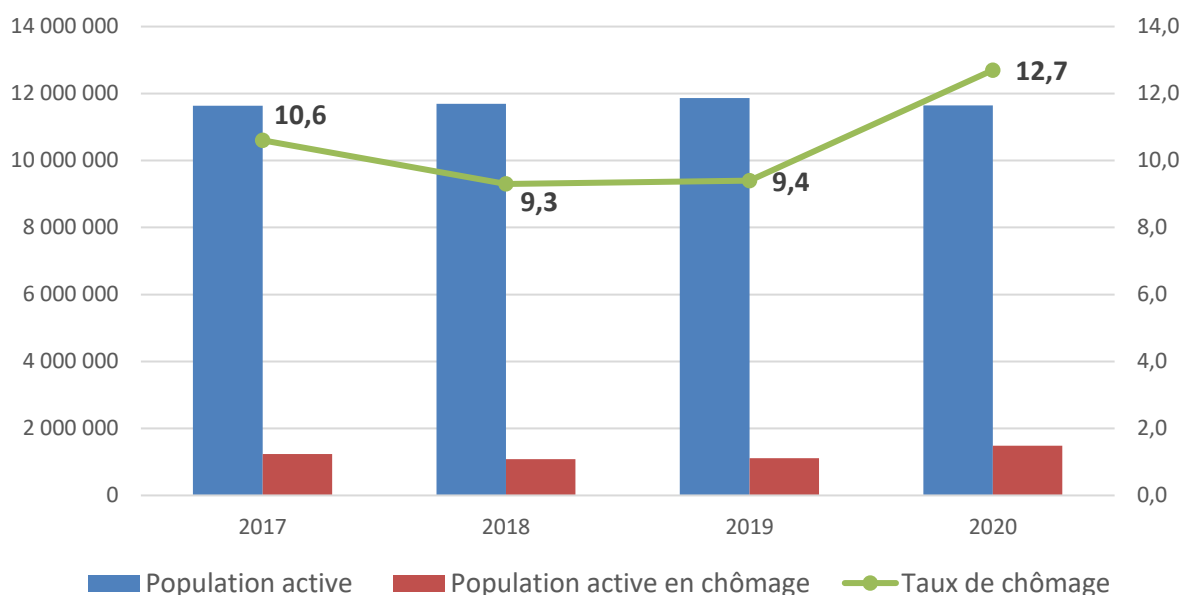
### **2.1. Analyse macroéconomique**

Au niveau national, les dernières données des comptes nationaux du deuxième trimestre 2020 mettent en évidence l'ampleur du choc causé par la pandémie et la succession des années de sécheresse. En effet, le PIB s'est contracté de 14,9%. La valeur ajoutée non agricole quant à elle, a aussi baissé de 6,9%.

Ces contreperformances se reflètent sur le marché du travail qui a affiché une perte nette de 581 000 emplois au troisième trimestre. Il s'agit d'une baisse structurelle du taux d'activité soit 43,5%.

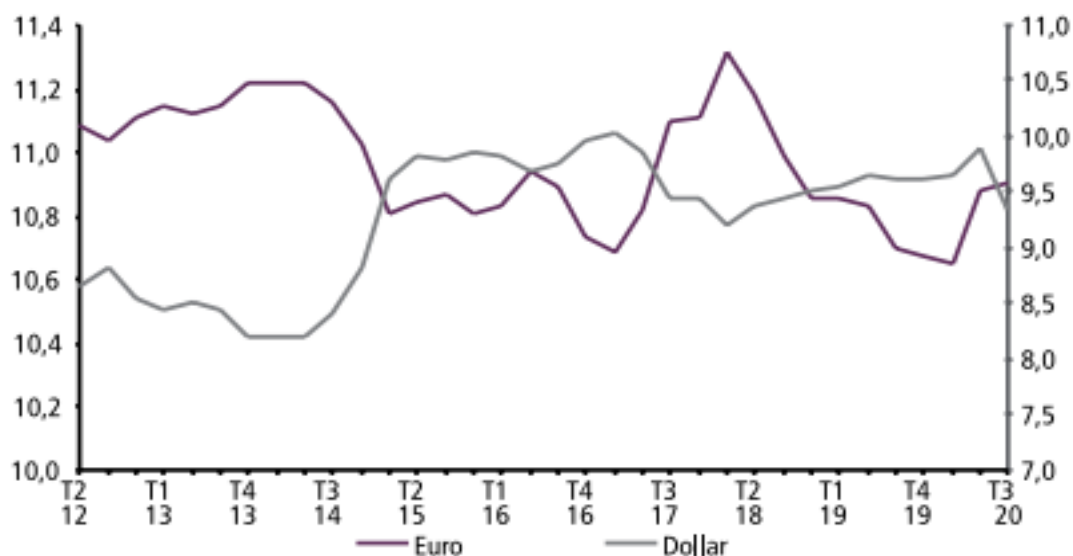
Après avoir affiché une tendance à la baisse au cours des trois dernières années, le taux de chômage a grimpé de 3,3 points de pourcentage entre 2019 et le troisième trimestre de 2020, passant de 9,4% à 12,7%.

**Graphique N°1 : Evolution de la population active, de la population active en chômage et du taux de chômage (en %) aux troisièmes trimestres depuis l'année 2017**



**Source : HCP**

Durant le troisième trimestre 2020, la monnaie nationale s'est dépréciée de 0,25% vis-à-vis de l'euro et s'est appréciée de 5,88% par rapport au dollar américain. Comparativement aux devises des principaux pays émergents, le dirham s'est apprécié de 11,20% par rapport à la livre turque, de 1,80% contre la livre sterling et de 3,33% face au yuan chinois. En définitive, le taux de change effectif s'est apprécié de 1,83% en terme nominal et de 3,65% en terme réel.

**Graphique N°2 : Evolution du taux de change du dirham**

**Source : BAM**

En ce qui concerne les comptes extérieurs, les données de fin octobre ont montré une baisse quasi générale des échanges de biens. Les exportations ont reculé de 10,1%, notamment à cause de la baisse des ventes des industries automobile et textile, tandis que les importations ont reculé de 16,6%, notamment en raison des achats de biens d'équipement, des niveaux de consommation et de la réduction des coûts de l'énergie. Les transferts de MRE ont fait preuve d'une grande résilience, augmentant ainsi de 1,7%. En conséquence, le compte courant devrait afficher un déficit quasi maîtrisé représentant 4,2% du PIB.

## 2.2. Analyse mésoéconomique :

### 2.2.1 Secteur agricole

La valeur ajoutée agricole diminuera de 6,2% au troisième trimestre 2020 au lieu de -6,8% au trimestre précédent. Les mesures de confinement mises en place par le gouvernement couteront une perte de 477 000 emplois agricoles. A cet effet, 32% des agriculteurs étaient en arrêt d'activité, la commercialisation intérieure des productions végétales a baissé, à l'exception des céréales et des fruits frais, dont les prix à la consommation auraient progressé de 12,2% et 18,9% au troisième trimestre 2020. Les prix des productions animales quant à elles, ont globalement baissé.

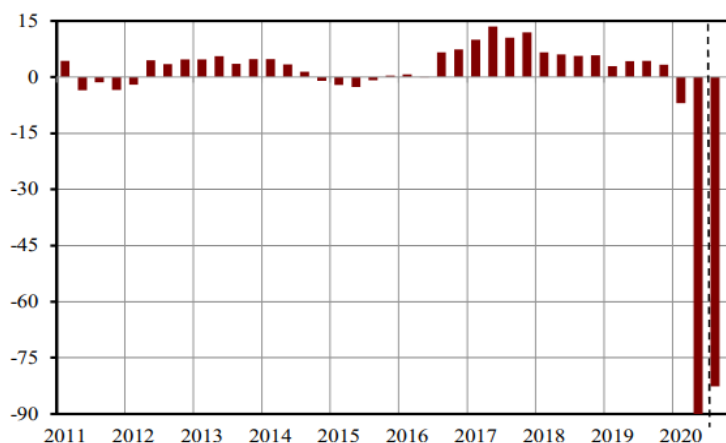
Au troisième trimestre 2020, les mesures de déconfinement progressif ont permis la reprise des activités et la croissance commence à s'apprécier. L'économie nationale a reculé de 8,7% au deuxième trimestre 2020 au lieu de -14,9% (1er trimestre). Cette évolution est due à la réduction de la valeur ajoutée agricole de 6,2%, et à la baisse de 9% de celle hors agriculture.



dirham pour l'hôtellerie, soit une chute globale de près de six millions de touristes (-98% par rapport à 2019), qui coïncideront avec une perte totale de 11,6 millions de nuitées.

**Graphique N°4 : Evolution de la valeur ajoutée de l'hébergement et de la restauration depuis 2011**

**Valeur ajoutée de l'hébergement et de la restauration** (GA en %)



Source : HCP, estimation et prévision au-delà des pointillés

De même, le transport aérien sera affecté par le déclin du tourisme. Il s'agit d'une perte d'environ 4,9 millions de passagers et un manque à gagner de 728 millions de dirham.

### 2.2.3 Secteur de l'industrie et du commerce :

Pendant le confinement, la production automobile a fortement diminué en raison de l'arrêt d'activité. Au troisième trimestre, suite à la reprise des exportations de voitures, la baisse d'activité est moins prononcée. Au troisième trimestre, la forte baisse de la commande internationale a impacté négativement les exportations de pièces d'avion et des composants électroniques chutant respectivement de -59,2% et -22,1%.

L'industrie manufacturière continuera d'être affectée par Covid-19 au troisième trimestre de 2020, le secteur continuera de pâtir suite à la faiblesse de la demande intérieure et à la baisse des exportations. En effet, le secteur a fléchi de 5,7%, au quatrième trimestre 2020. La valeur ajoutée de l'industrie baissera ainsi de -10,7%. Cette baisse est due au ralentissement des industries métallurgiques, mécaniques et électromécaniques. La branche textile et cuir quant à elle, continuera de pâtir suite à l'arrêt partiel de la production lié aux perturbations de l'approvisionnement en intrants.

Les autres industries, en particulier les ventes de matériaux de construction notamment le ciment, ont enregistré une baisse d'activité de 8%. Les industries chimiques et agroalimentaires devraient continuer à faire preuve de résilience, leurs valeurs ajoutées ont augmenté respectivement de + 3,6% et + 1,3%.

#### 2.2.4 Secteur financier :

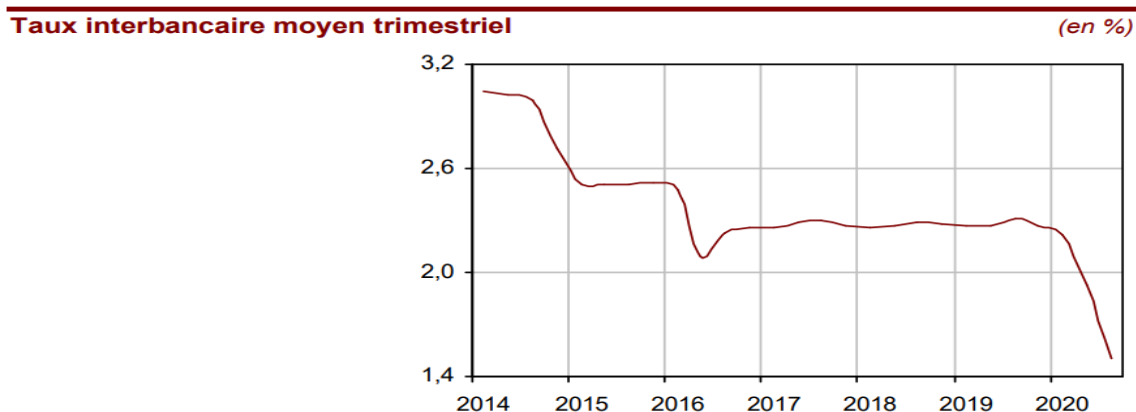
Suite aux effets de Covid-19 sur la croissance économique nationale, la liquidité bancaire continuera aussi de pâtir au troisième trimestre de 2020. Toutefois, les tensions sur le marché monétaire seront maîtrisées tant que la banque centrale interviendra régulièrement pour financer la demande croissante de liquidité bancaire.

En outre, les taux d'intérêt, la masse monétaire et les crédits à l'économie continueront de baisser.

Durant le troisième trimestre de 2020, la croissance des créances sur l'économie a ralenti. Bien que les crédits bancaires aient stagné. Les crédits de trésorerie des entreprises quant à eux, ont enregistré une augmentation de 10,9%. A l'inverse, les crédits à l'équipement entreprises et à l'immobilier ont affiché un ralentissement, tandis que les crédits à la consommation des ménages ont baissé de -2,7%.

A partir du deuxième trimestre 2020, BAM a réduit le taux de réserve de change de 2% à 1,5%. En conséquence, le taux d'intérêt interbancaire baissera en moyenne de 1,5%. Le financement net sur le marché des adjudications augmentera et les taux d'intérêt du marché continueront de baisser.

#### Graphique N°5 : Evolution du taux interbancaire depuis 2014



Source : BAM, élaboration HCP

Sur le marché de change, la fourchette de fluctuation de la monnaie nationale par rapport à son taux de change de référence est passée de  $\pm 2,5\%$  à  $\pm 5\%$ . Au troisième trimestre 2020, le dirham aurait subi une dépréciation par rapport à l'euro et une appréciation vis-à-vis du dollar. Le marché des actions a intensifié ses pertes au troisième trimestre 2020 restant ainsi dans la zone rouge. Après avoir baissé de 9,9% et 10,1% au 2ème trimestre, les indices boursiers MASI et MADEX baisseront encore respectivement de 13,6% et 13,8% (3ème trimestre). A

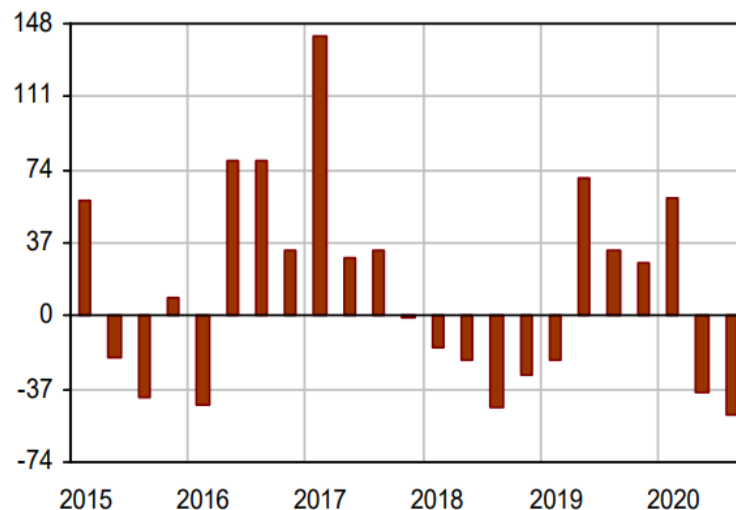
cet effet, la capitalisation boursière est passée de -10,2% à -13% entre deux trimestres consécutifs (2ème et 3ème trimestre).

Le volume des transactions aurait baissé de 49,9% au troisième trimestre 2020, après un repli de 38,3% un trimestre auparavant. Le marché central aurait participé à hauteur de 93,6% du volume globale ; les transactions y afférentes auraient régressé de -42,2%. Le chiffre d'affaires sur le marché des blocs aurait reculé de 83,1% et n'aurait engendré que 6,4% du chiffre d'affaires global.

#### Graphique N°6 : Evolution du volume des transactions

##### Volume des transactions

(GA en %)



Source : SBVC, élaboration HCP

### 2.3. Analyse microéconomique :

L'impact du Covid-19 a commencé à affecter négativement les entreprises à travers trois principaux indicateurs : les délais de paiement, les stocks et les besoins en fonds de roulement.

#### 2.3.1 Délais de paiement

Suite aux mesures de confinement, les entreprises ont subi un arrêt brutal, la facturation a été très perturbée et les retards de paiement se sont multipliés. A cet effet, une entreprise sur deux a annoncé une augmentation des délais de paiement.

Les délais de paiement sont en principe mesurés par l'indicateur « DSO » (Days Sales Outstanding). Au Maroc, la crise a eu un impact sur les délais de paiements avec une augmentation en moyenne de 60 jours pour toute catégorie confondue d'entreprise. Cette situation engendra automatiquement un affaiblissement de la trésorerie des entreprises.

Encore pour les TPE, la situation est très délicate en termes d'impact. À cet égard, il est à noter que 99% des entreprises en faillite sont de très petites entreprises. Ainsi, en plus du délai client de 212 jours pour les très petites entreprises, 121 jours pour les PME et 90 jours pour les grandes entreprises, initialement observé fin 2019, ces délais se sont encore prolongés de 60 jours.

### **2.3.2 Stocks :**

Concernant la valorisation des stocks évaluée par l'indicateur « DIO » (Days Inventory Outstanding), la plupart des entreprises étaient affectées par une baisse d'activité suite à la baisse de la demande, la perturbation prolongée de la chaîne d'approvisionnement, ou encore l'augmentation du taux d'absentéisme des employés. Tout ceci, fera grimper les stocks de +3 jours au second semestre 2020.

Les stocks restent au-dessus des niveaux normaux, ce qui indique une lente reprise de la demande intérieure et extérieure. En outre, les chaînes d'approvisionnement resteront probablement affectées au second semestre tant que la distanciation sociale et les restrictions aux flux internationaux seront maintenues. Donc les niveaux de stocks continueront d'augmenter, car les entreprises préfèrent éviter toute perturbation de la chaîne d'approvisionnement en raison de futurs verrouillages ciblés.

### **2.3.3 Besoins de fonds de roulement (BFR) :**

Les contraintes de liquidité et de flux de trésorerie avec des retards de paiement accrus sur les créances, qui se sont ajoutés et encore une augmentation des stocks – entraînent donc un épuisement du fonds de roulement.

Ceci dit, le risque global de crédit augmente fortement. De nombreuses entreprises font de plus en plus faillite.

Puisque quasiment toutes les entreprises ont connu un certain niveau de perturbation d'activité, il était donc judicieux de penser à des moyens de financement pour relancer l'économie.

### **3. Mesures prises par le gouvernement et les recommandations pour une relance de l'économie marocaine :**

#### **3.1. Mesures prises par le gouvernement :**

Le Maroc a été parmi les premiers pays à prendre la décision du confinement à cause du bilan très lourd des morts dans le monde entier et la capacité restreinte des infrastructures des hôpitaux (670 lits). À cet effet, le gouvernement a mis en place toutes les mesures nécessaires pour atténuer l'impact du Covid-19 sur l'économie nationale.

- ✓ **Mesures économiques** : En termes de politique monétaire, la Banque centrale marocaine a décidé le 17 mars d'abaisser son taux directeur à 2% puis à 1,5% pour soutenir les activités économiques. Le Comité de Veille Economique (CVE) a également été créé pour intervenir sur le plan économique, social et fiscal.

Sur le plan économique, le paiement des charges sociales (CNSS) a été suspendu pour les entreprises du 1er mars à juin 2020. Les entreprises peuvent également bénéficier d'un moratoire pour le remboursement des échéances des crédits bancaires et de leasing jusqu'au 30 juin 2020 sans paiement de frais ni de pénalités.

Les TPE, PME et activités libérales en difficulté ont pu bénéficier du report des crédits bancaires jusqu'à fin juin 2020 en plus d'une ligne supplémentaire de crédit de fonctionnement octroyée par les banques et garantie par la Caisse centrale de garantie (CCG) a été aussi activée.

- ✓ **Mesures sociales** : Les salariés en difficulté, ou en arrêt d'activité, affiliés à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), ont bénéficié aussi d'une indemnité forfaitaire mensuelle de 2000 dirhams nets en plus des prestations relatives à l'assurance maladie obligatoire et aux allocations familiales pendant la période allant du 15 mars au 30 juin 2020. Cette indemnité a été versée par le Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du coronavirus. Ces salariés ont pu également bénéficier du report de remboursement des échéances des crédits bancaires, à savoir le crédit à la consommation et le crédit acquéreur jusqu'au 30 juin 2020. Le Comité a, en outre, décidé d'activer un dispositif de paiement mobile pour transférer les aides aux travailleurs opérant dans l'informel.

- ✓ **Mesures fiscales** : Les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel de 2019 est inférieur à 20 M MAD de dirhams, ont aussi bénéficié d'un report de dépôt des déclarations fiscales jusqu'à fin juin avec une suspension des contrôles fiscaux et des avis à tiers détenteur (ATD) jusqu'au 30 juin 2020.
- ✓ **Mesures commerciales et douanières** : Tenant compte du déficit des réserves en devises suite à la baisse des transferts MRE et des recettes touristiques. Sur le plan douanier, il a été décidé de réduire les importations en négociant avec les fournisseurs le report de celles-ci. Concernant les exportations, l'administration des Douanes a opté pour une restriction quantitative à l'exportation de masques chirurgicaux, de préparations antiseptiques et de masques de protection.
- ✓ **Mesures financières** : le Comité de Veille Economique (CVE) a proposé de baisser le taux directeur à 1,5% et renforcer les instruments d'intervention de BAM avec allègement des détails de refinancement.

En outre, la Caisse centrale de garantie (CCG) a opté pour un nouveau mécanisme de garantie appelé « **DAMANE OXYGENE** » ; visant à mobiliser les ressources de financement pour les entreprises dont la trésorerie s'est dégradée.

Ce produit est destiné aux PME dont le chiffre d'affaires est situé entre 200 et 500 millions de Dirhams. Il couvre 95 % du montant du crédit et permet ainsi aux banques de mettre en place des découverts exceptionnels pour financer leurs besoins en fonds de roulement. Ces financements bancaires couvrent jusqu'à 3 mois des charges courantes liées à l'exploitation (les loyers, les salaires, les achats indispensables, etc.) et peuvent aller jusqu'à 20 millions de Dirhams. Pour les cas des entreprises ne disposant pas de lignes de financement à court terme, ce découvert peut atteindre 5 millions de Dirhams.

### 3.2. **Recommandations pour relancer l'économie marocaine**

Après avoir analysé les effets du Covid-19 sur la conjoncture actuelle et tant compte de la situation critique de tous les secteurs, il est judicieux de formuler des recommandations pour relancer l'économie nationale. Il s'agit de mobiliser tous les moyens nécessaires et prioriser les actions et prendre la bonne décision pour la période post-Covid-19. Dans ce qui suit, les principales recommandations envisagées :

- ✓ Renouveler les méthodes de la collecte et de traitement des données socio-économiques marocaines afin d'éclairer la prise de décision. A cet effet, il

s'agit de multiplier les efforts de digitalisation des outils et adopter le télétravail pour survivre en cette période de crise.

- ✓ Prendre la crise comme une formidable occasion pour renforcer la régionalisation avancée qui garantira le développement du pays et luttera contre les disparités territoriales et sociales, tout en optimisant la répartition de l'effort de l'Etat sur l'ensemble de ses régions.
- ✓ Valoriser le rôle de la société civile pour faciliter la compréhension des décisions du gouvernement et fournir aussi aux citoyens les compétences nécessaires pour exprimer leurs préoccupations, et agir ainsi collectivement.
- ✓ Accéder à l'information concernant les actions du gouvernement pour suivre les actualités liées à la crise du Covid-19, telles que les dispositions du confinement, d'éducation, du bilan des nouveaux cas et des morts, les tests de dépistage de virus, de matériel médical et les aides économiques et éventuellement les plans de relance. Et ce, pour atténuer l'effet de panique sur les citoyens.
- ✓ Investir dans la continuité des services publics de santé, d'éducation et d'administration durant et après la crise. Les services publics essentiels constituent l'unique filet social pour certaines populations, les plus vulnérables. Il est donc recommandé de multiplier les efforts déployés en temps de crise pour investir davantage dans la résilience des services publics afin qu'ils puissent assurer une continuité de l'offre, quelle que soit la situation sanitaire ou économique.
- ✓ Revoir les accords de libre-échange de manière à valoriser la production nationale et freiner d'une manière ou une autre les produits provenant de l'extérieur.
- ✓ Renforcer la valeur ajoutée du secteur primaire et du secteur secondaire avant de passer aux secteurs tertiaires qui bénéficient plus à l'étranger. Il faut impérativement revenir sur le secteur agricole et industriel.

## Conclusion

Malgré tous les efforts déployés par l'ensemble des acteurs publics et privés en vue de booster et relancer l'économie nationale en cette année exceptionnelle, marquée par la gravité de cette nouvelle crise et ses conséquences néfastes, et accentuée par la succession de deux années de

sécheresse, les équilibres macroéconomiques nationaux ont été négativement impactés en 2020.

En effet, plusieurs mesures ont été prises par le Comité de Veille Economique (CVE) et ont permis d'amortir un peu le double choc d'offre et de demande. Il s'agit d'un choc d'offre causé par l'arrêt ou le ralentissement de la production des entreprises et un choc de la demande causée par une consommation réduite.

Cependant, la spécificité de cette nouvelle crise, qui est d'ordre économique, touchant directement le système productif, notamment les consommateurs et les producteurs, devrait rendre plus difficile la reprise de la productivité et le rétablissement de l'environnement macroéconomique.

L'économie post-coronavirus est désormais caractérisée par des niveaux élevés de dette publique et privée, une accélération de numérisation et un degré décroissant de mondialisation.

De plus, cette crise a également engendré des effets néfastes sur le plan de la stabilité du système financier et monétaire marocain. A cet effet, les répercussions d'inhibition du système productif auront inévitablement un impact sur la qualité du portefeuille des crédits. En outre, la dépréciation de la valeur des actifs financier et immobilier, va exacerber le déséquilibre des caisses de retraite et bouleverser l'équilibre entre les recettes et les dépenses de l'Etat.

Sur le plan monétaire, en raison de l'augmentation du déficit de liquidité et le repli des réserves de change, BAM se trouvera dans l'obligation d'opter pour une politique monétaire expansionniste à travers la baisse du taux d'intérêt ce qui engendra impérativement l'inflation. La pandémie du Covid-19 encours un risque systémique créant beaucoup des inégalités, mais souligne aussi les failles déjà existantes. Ainsi, le Maroc devra multiplier ses efforts pour sauver son économie et atténuer l'ampleur des effets néfastes de ce virus.

## **BIBLIOGRAPHIE**

Confédération Générale des Entreprises Marocaines (CGEM), « Baromètre CGEM impacts covid-19, rapport enquête 2 », juillet 2020.

Fadil, S., & Benazzi, L. (2020). Les retombées de la crise économique de COVID -19 sur les entreprises. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*,1(2),375-383.

Haut-Commissariat du Plan, « Note de conjoncture N° 36-Avril 2020 » Haut-Commissariat du Plan, Note stratégique « Impact social et économique de la crise covid-19 au Maroc », Juillet 2020.

Haut-Commissariat du plan, « Reprise d'activité des entreprises suite à la levée du confinement » deuxième enquête sur l'impact du covid-19 sur l'activité des entreprises, juillet 2020.

<https://leseco.ma/etude-inforisk-limpact-de-la-crise-sur-les-entreprisesmarocaines/>.

<https://reliefweb.int/report/morocco/impact-social-conomique-de-la-crise-du-covid-19-au-maroc>.

<https://www.boursenews.ma/article/maroc/l-economie-devrait-se-contracter-de-5-5-au-quatrieme-trimestre-hcp>.

<https://www.lalibre.be/economie/conjoncture/l-economie-americaine-sous-donald-trump-quelques-chiffres-cles-5fa15de27b50a6525bd90d01>.

<https://www.lapresse.ca/affaires/economie/2020-10-16/etats-unis/un-deficit-historique-en-raison-de-la-covid-19.php>.

Huayu Shen, Mengyao Fu, Hongyu Pan, Zhongfu Yu & Yongquan Chen (2020) The Impact of the COVID-19 Pandemic on Firm Performance, Emerging Markets Finance and Trade, 56:10, 2213-2230, DOI: 10.1080/1540496X.2020.1785863.

Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration, « Loi de finance rectificative 2020 ».

Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration, « Projet de Loi de finance 2021 ».

Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration, « note de conjoncture n 284/octobre 2020-direction des études et prévisions financières ».

Oudda, Y., Assaad, I. M., & Bennis, L. (2020). Les retombées de la crise sanitaire Covid-19 sur l'Economie Marocaine. Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit, 4(2), pp : 452 – 475.

Projet loi de finances pour l'année budgétaire de 2021, « Rapport préalable au budget ».